

L'EAU DES MONTAGNES UN BIEN COMMUN *mais à quel prix ?*

Synthèse des rencontres eau en montagne

18 octobre 2018

Par Martin Vanier, géographe et « porteur d'eau »

Pour rassembler toutes les riches contributions à notre journée, repartons d'abord du titre qui nous a réunis. La question que pose ce titre est paradoxale : a priori, un bien commun n'a pas de prix, puisqu'il est par définition ce qu'on décide de soustraire aux seules règles du marché, celles qui déterminent le prix des choses. Il a, certes, un coût, et on l'a bien vu le matin lors de l'excellent débat entre les élus sur la solidarité des territoires de l'eau et sur les réalités économiques de l'eau et des aménagements qu'elle exige. Mais le coût de l'eau n'était pas le cœur de nos échanges.



Je ferai l'hypothèse, après nous avoir écoutés dans toute notre diversité (scientifiques, élus, gestionnaires, militants, ...), que le prix dont il est question ici, c'est le prix – ou si l'on préfère le défi – de la complexité.

Ancestralement, l'eau des montagnes, comme d'autres biens communs, était l'affaire d'une communauté donnée, disposant d'une ressource naturelle, dans son territoire d'inscription. La communauté montagnarde n'était pas exempte de divergences d'intérêts voire de conflits internes, mais la plupart de ses membres se connaissaient, l'usage qu'ils avaient de l'eau était pour l'essentiel



le même pour tous, et leur horizon commun d'action et de gestion était limité à leur espace de vie quotidienne, à savoir une haute vallée ou une fraction de massif.

On n'en est plus du tout là. Il y aurait une faiblesse coupable à se satisfaire de la référence au bien commun communautaire d'antan, sans prendre en compte la complexité des enjeux contemporains qui l'assaillent désormais. Ils sont de trois ordres.

Changement d'échelle et multiplication des usages

Ces deux constats sont liés. C'est aussi parce que l'eau des montagnards doit aujourd'hui être considérée de sa source à la mer, à l'échelle de vastes bassins dont les montagnes ne sont que l'amont, que la multiplication des usages devient le sujet majeur. Pour en rendre compte, on pourrait parler de « bien commun multiple », comme les mathématiciens parlent de « plus petit commun multiple » (PPCM) : une belle analogie, parce que le PPCM est, par définition, plus grand que les entiers qu'il met en relation. On remplace les « entiers » mathématiques par les acteurs de l'eau, et voilà que le PPCM qu'est l'eau est, en quelque sorte « plus grand » que chacun d'eux. L'eau des uns n'est pas l'eau des autres, mais c'est quand même toujours la même eau, et elle a, en tant que PPCM, plus de valeur que ce que chacun lui accorde par l'usage dédié qu'il en a : entretenir un milieu humide, produire de l'eau urbaine, servir l'agriculture et l'industrie, donner de l'énergie hydroélectrique, être transformée en neige de culture, etc. Ce n'est pas si facile de faire du commun à base de multiple ! On voit bien que les facteurs de divergence s'accroissent avec la diversité des usages, donc des parties prenantes de l'eau. Le bien commun est sollicité dans tous les sens, comment en énoncer un qui soit unificateur ?

La réponse me semble venir d'une culture du temps commune à toutes les parties prenantes de l'eau, dont le nombre s'accroît et l'horizon d'action grandit. Cette culture est celle du temps long, voire très long (au-delà de la génération), en même temps que celle du temps court, du fait de l'urgence d'agir. On pourrait l'appeler, pour tenir ensemble les deux temporalités, « l'urgence du temps long ». Le premier facteur de complexité concernant l'eau des montagnes comme bien commun, c'est la nécessité de l'inscrire dans « l'urgence du temps long », qui parle à tous les acteurs quelle que soit leur diversité, et leur impose un cadre scientifique et prospectif partagé. D'où l'importance de toute la première partie de la matinée.

Menace sur la ressource et réinvention de la circularité

S'il y a urgence du temps long, c'est évidemment parce qu'il est désormais clair que le caractère éminemment cyclique de l'eau ne garantit plus la ressource au regard des besoins multiples dont elle est l'objet. C'est le deuxième facteur de complexité : se donner un bien commun qui, contrairement à ses ancêtres, n'est pas fondé sur une certitude naturelle, mais plutôt sur une incertitude structurelle. Le renouvelable n'est plus ce qu'il était ! Comment faire du commun avec de l'incertain ?

Il n'y aura pas ici de réponse unique et chacun sait bien que des rapports aussi fondamentaux et complexes que ceux des sociétés à la nature sont réinterrogés : des modèles économiques doivent changer, des usages sociétaux de même, et des nouvelles formes de solidarité doivent s'instituer. Au prisme de l'eau, celle des montagnes comme celle qui s'en échappe, c'est la soutenabilité des sociétés et de leurs choix de développement qui est en jeu.



Au cœur de cette réinvention vitale, le principe de circularité prend une force politique nouvelle. La circularité est dans le cycle de l'eau, mais il semble bien qu'il faille lui donner sa place aussi dans la société, l'économie, le politique. On commence à savoir ce qu'est l'économie circulaire, et on identifie mieux les usages circulaires de l'eau et de bien d'autres biens communs, à travers lesquels se construit une sorte de « société circulaire ». Resterait à imaginer comment la circularité pourrait également inspirer le politique, dans son exercice des responsabilités et du pouvoir. Par exemple pour compléter la solidarité redistributive avec une autre solidarité, fonctionnelle voir organique : la redevance sur la consommation de l'eau – laquelle est appelée à baisser – n'est pas la seule modalité pour rendre plus justes les rapports de l'amont et de l'aval. Bien d'autres solidarités circulaires sont à promouvoir entre eux pour mieux lier dans l'action celles et ceux qui sont, de fait, déjà liés par le cycle de l'eau.

Du bien commun territorial au bien commun par le réseau

Troisième défi, ou prix à payer à la complexité : l'échelle du bien commun, c'est-à-dire celle de la solidarité, comme on vient de le voir. On a compris que comme les sujets précédents (les usages, les interdépendances), l'échelle est multiple. C'est l'ultime différence avec les biens communs tels que les concevaient les sociétés rurales de jadis. Aujourd'hui, tout bien commun est à considérer dans un continuum d'échelles, du local au global. Il lui faut toujours des territoires d'inscription, mais il lui faut surtout des réseaux pour les articuler, circularité oblige : des réseaux physiques, dont des infrastructures, mais aussi des organisations en réseau, dont des infostructures. La nature n'a pas attendu l'homme pour déployer ses propres réseaux, et ceux de l'eau sont spectaculaires. Mais on a parfois le sentiment que l'homme, la société, ont un peu perdu le sens du réseau, surtout en cette époque d'intense culte des territoires à toutes les échelles.

Pour sa part, la communauté des acteurs de l'eau en montagne est bien un réseau, et même un rhizome, c'est ce qui fait son succès. La vigueur d'un réseau se mesure à son extension, sa ramification, sa fluidité. Elle exige une attention particulière aux nœuds et aux interfaces, c'est-à-dire à toutes les fonctions qui consistent à « mettre en rapport », à connecter, à croiser. Ce sont autant de principes clés par lesquels le réseau des acteurs de l'eau en montagne doit poursuivre et amplifier sa mission, et ce faisant relever les défis de la complexité auxquels la culture du bien commun conduit aujourd'hui.

Martin Vanier